SÉNAT DE BELGIQUE.

RÉUNION DU 7 JUIN 1899.

Rapport de la Commission de l'Intérieur et de l'Instruction publique, chargée d'examiner le Projet de Loi apportant des modifications à la loi du 15 septembre 1895, amendant la loi organique de l'Instruction primaire du 20 septembre 1884.

(Voir les n^{os} 176, session de 1896-1897, 170, session de 1898-1899, de la Chambre des Représentants; et 68, session de 1898-1899, du Sénat.)

Présents : MM. le Baron SURMONT DE VOLSBERGHE, Président-Rapporteur ;
le Baron D'HUART, COGELS, LÉGER et TOURNAY.

MESSIEURS,

Depuis longtemps, divers membres de la Chambre et du Sénat demandaient une amélioration de traitement pour les instituteurs de la quatrième et de la cinquième catégories. Certains même d'entre eux voulaient supprimer cette dernière catégorie pour en réunir le personnel à celui de l'autre.

Quelques députés, MM. Maenhaut et consorts, ont déposé une proposition pour réaliser ces vues. Leur projet comportait une augmentation considérable de dépenses : environ un demi-million, qu'ils mettaient à la charge exclusive de l'État. C'était aller à l'encontre du principe de la loi qui fait de l'organisation de l'enseignement primaire une charge communale allégée par les subsides de l'État et de la province. Au surplus, des motifs d'ordre financier faisaient repousser la proposition.

On reconnaissait, il est vrai, qu'il était nécessaire d'améliorer la situation des instituteurs dans les petites communes et d'apporter à celles-ci un soulagement dans leurs obligations. Mais la proposition Maenhaut n'était pas acceptable ; aussi le Gouvernement refusait de s'y associer, et avec raison.

La section centrale la rejeta également et d'accord avec le ministre, elle conclut à un autre système qui fut admis par la Chambre et qui fait l'objet du Projet de Loi qui nous est soumis en ce moment.

A partir du 1^{er} janvier 1899, les instituteurs qui au 1^{er} janvier 1896 comptent 15, 20 ou 25 ans de service, recevront un traitement minimum de 1,500, 1,600 ou 1,700 francs.

(2)

La dépense est à charge de l'État. Dans ces termes la proposition est admissible.

Un membre a demandé pourquoi les années de service comme sous-instituteur ne sont pas comprises dans la supputation des services.

M. le Ministre de l'Intérieur a répondu à cette question. Ce système amènerait des anomalies inacceptables et préjudiciables aux intérêts des communes.

Le montant de la dépense qu'entraînera le Projet de Loi peut être évalué à 110,000 francs.

Votre Commission a l'honneur de proposer au Sénat le vote approbatif du Projet de Loi.

Le Président-Rapporteur,
B^{on} SURMONT DE VOLSBERGHE.